



LA BANQUE MONDIALE  
Œuvrer pour un monde sans pauvreté

86683

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



Photo : © Felana Rajaonarivelo

EVALUATION DE LA PAUVRETÉ, DU GENRE ET DE L'INÉGALITÉ (PGIA)

# Visages de la pauvreté à Madagascar

 Mars 2014



Cette brochure contient le résumé exécutif d'un rapport publié en mars 2014. Le rapport complet est disponible sur le site internet de la Banque mondiale : [http:// documents.worldbank.org](http://documents.worldbank.org)

Il a été rédigé par Alain D'Hoore et Victor Sulla (Chefs d'équipe), avec d'importantes contributions de Patrick Randriankolona, Dominique Van De Walle, Giovanni Vecchi (Université de Rome, Italie), Nicola Amendola (Université de Rome, Italie), et Marina Sorrentino (Statistiques Italie). Le rapport a également bénéficié des conseils et de l'orientation par Peter Lanjouw, Nobuo Yoshida et Andrew Dabalen à diverses étapes de la préparation du rapport. Faniry Nantenaina Razafimanantsoa Harivelo a fourni un appui analytique et de traitement des données.

Le rapport a bénéficié des discussions approfondies avec les responsables gouvernementaux, les chercheurs,

les parties prenantes non gouvernementales et les partenaires techniques et financiers. Les apports de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), du CREAM (Centre de Recherche, d'Etude et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar) et de Tommaso di Vinadio Balbo ont été particulièrement importants, ainsi que ceux des collègues de la Banque mondiale. Les experts évaluateurs du rapport étaient Kenneth Simler et Johannes Hoogeveen.

L'équipe remercie Marcelo Giugale (Directeur sectoriel), John Panzer (Manager sectoriel), Haleh Bridi (Directrice des opérations pour Madagascar) et Thomas Buckley (Coordonnateur des programmes pour Madagascar) pour leur soutien continu pendant la préparation du rapport. L'équipe est particulièrement reconnaissante envers Keiko Kubota (Économiste principale) pour sa supervision générale dans la finalisation et la diffusion du rapport.



## **BANQUE MONDIALE - BUREAU DE MADAGASCAR**

Rue Andriamifidy L. Razafimanantsoa

Anosy BP 4140 - Antananarivo (101) - Madagascar

**Sites internet :** [www.worldbank.org/madagascar](http://www.worldbank.org/madagascar)

et <http://www.banquemondiale.org/madagascar>

**E-mail :** [wbsmadagascar@worldbank.org](mailto:wbsmadagascar@worldbank.org)



## Résumé exécutif

Cette brochure présente le résumé exécutif du rapport Poverty, Gender and Inequality Assessment (PGIA) 2014. Le rapport intégral peut être téléchargé en versions française et anglaise sur le site de la Banque mondiale <http://documents.worldbank.org>

1. Alors que la pauvreté était déjà élevée à Madagascar en 2001, le pays n'a pas réussi à réduire le nombre d'habitants qui étaient pauvres ou extrêmement pauvres au cours de la décennie qui a suivi. Cette conclusion bien connue s'appuie sur l'analyse d'une série de trois Périodiques auprès des Ménages (EPM) successives menées par l'Institut National de la Statistique de Madagascar (INSTAT) en 2001, 2005 et 2010.
2. L'objectif de l'analyse contenue dans ce rapport est de documenter les niveaux et l'évolution de la pauvreté à Madagascar et d'offrir une analyse détaillée des corrélations de la pauvreté et de l'inégalité en tenant compte de plusieurs dimensions, y compris le sexe, l'âge, la structure du ménage et le lieu de résidence. Le rapport est une évaluation des tendances passées de la pauvreté et si les implications politiques sont mises en évidence dans de nombreux cas, le rapport se veut avant tout descriptif plutôt que normatif.



Photo : © Felana Rajaonarivelo



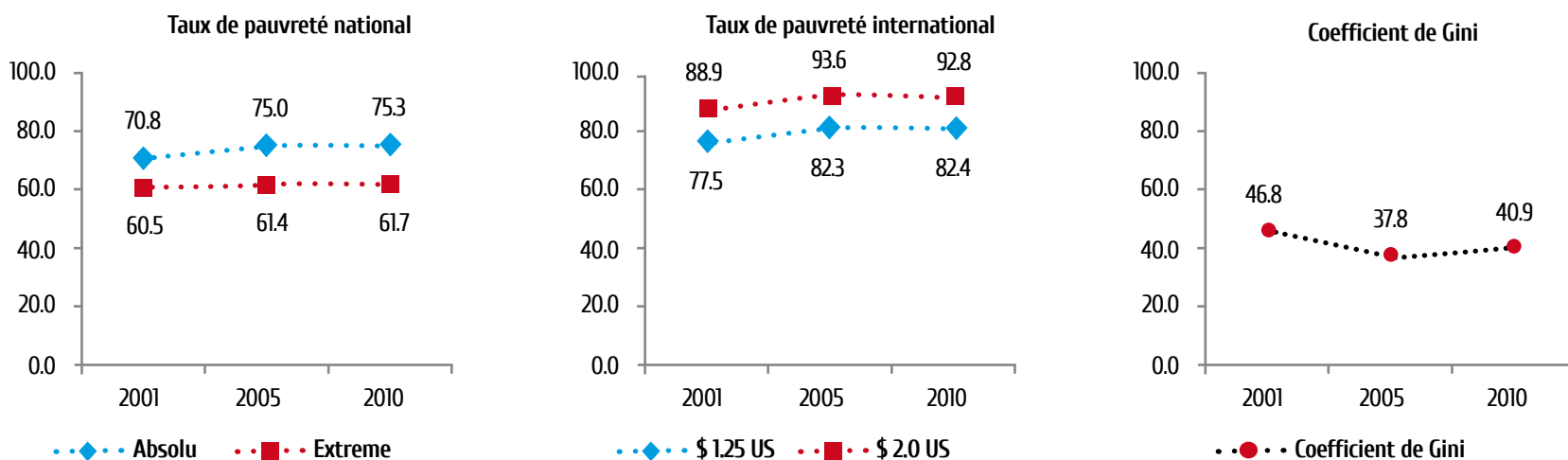
### Un nombre élevé de pauvres toujours croissant

3. Plusieurs mesures économiques de la pauvreté donnent un tableau de la tragédie du développement dans lequel Madagascar reste embourbé. Si l'on se réfère à nos estimations révisées du seuil de pauvreté national et aux données des Enquêtes périodiques auprès des ménages, environ 75 pour cent de la population malgache vivaient dans la pauvreté en 2010. En d'autres termes, près de 16 millions de malgaches ont été estimés pauvres cette année-là. Une proportion étonnante de près de 60 pour cent de la population a été estimée extrêmement pauvre, selon la méthodologie d'estimation de la pauvreté basée sur l'apport alimentaire minimal - ce qui signifie que près de 13 millions de Malgaches gagnent des ressources ou vivent de ressources dont la valeur est inférieure à ce que coûtent 2 100 calories par jour.



Photo : © Three Shells

Figure 1: La tendance de la pauvreté et l'inégalité à Madagascar





4. Les principales conclusions de ce rapport sont dans l'ensemble en cohérence avec les estimations de la pauvreté publiées officiellement par l'INSTAT pour 2010, mais la méthodologie d'estimation de la pauvreté utilisée dans ce rapport diffère de celle utilisée officiellement et génère un profil différent du niveau de pauvreté, en particulier pour 2005, et donc de son évolution au cours de la décennie. Nous constatons que le taux de pauvreté n'a pas diminué entre 2001 et 2005 et a plutôt augmenté de 71 à 75 pour cent de la population contre le taux de 68 pour cent selon les estimations officielles pour 2005. Ensuite, nous estimons que l'incidence de la pauvreté a de nouveau augmenté à partir de 2005, mais de manière marginale, à 75,3 pour cent en 2010, ce qui est proche de l'estimation officielle. La méthodologie est décrite en détail dans le rapport et ses annexes.
  
5. La pauvreté absolue dans les zones rurales a empiré de manière continue au cours des trois années où les mesures ont été faites, alors que la situation dans les zones urbaines s'est détériorée dans la première moitié de la décennie puis s'est légèrement améliorée dans la seconde moitié. L'incidence de la pauvreté a augmenté dans les zones urbaines et rurales au cours de la période 2001-2005, sans doute en raison de la crise politique et économique grave de 2002. Dans la période 2005-2010, l'incidence de la pauvreté dans les zones rurales a stagné ou a légèrement augmenté, mais a diminué dans les zones urbaines. Une tendance similaire est observée en ce qui concerne l'extrême pauvreté. Près de 80 pour cent de la population de Madagascar vit en milieu rural et la pauvreté y est presque deux fois plus élevée que dans les zones urbaines. Ainsi, 86 pour cent des pauvres vivent dans les zones rurales.





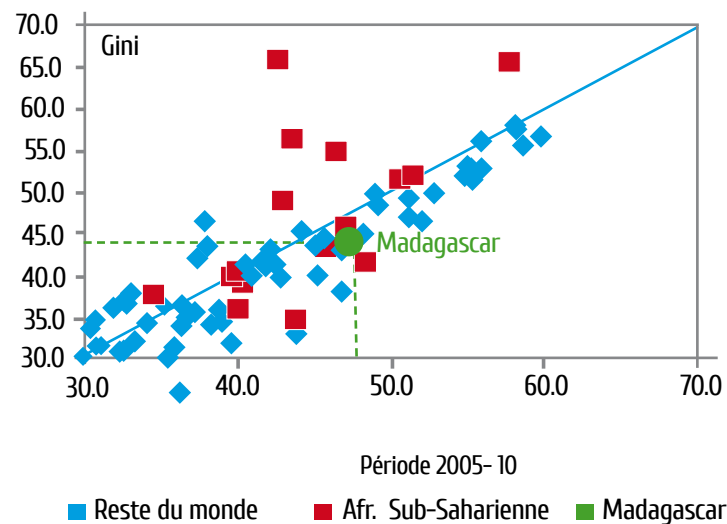
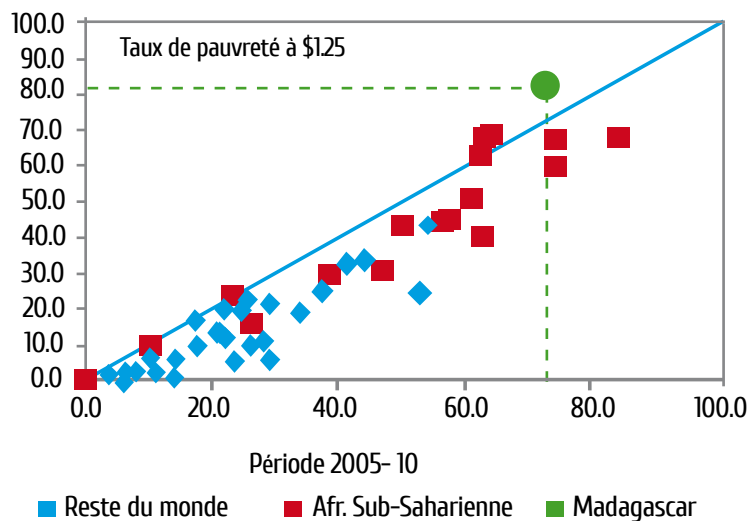
6. Partant d'une comparaison entre pays en 2010, Madagascar est ainsi devenu l'un des pays les plus pauvres au monde, avec près de 80 pour cent de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour en 2010, soit 92 pour cent vivant avec moins 2 USD PPA par jour. La position de Madagascar en termes de niveau de pauvreté par rapport au reste du monde s'est détériorée depuis le début de la décennie. Le cas de Madagascar constitue désormais une valeur aberrante et l'incidence élevée de la pauvreté distingue le pays, appelant une attention particulière de la part des décideurs politiques et de la communauté internationale. Fait intéressant, le pays n'est pas parmi ceux présentant le plus d'inégalité: malgré de très faibles revenus et l'incidence élevée

de la pauvreté, l'inégalité, mesurée par le coefficient de Gini, se situait dans la fourchette des 40, plaçant Madagascar dans le milieu de la fourchette de valeurs pour les pays d'Afrique subsaharienne et pour le monde.

### ... mais une pauvreté moins profonde et moins inégale

7. Ce ne sont pas toutes les évolutions de la pauvreté qui ont été négatives au cours de la décennie. La réduction de deux mesures alternatives de la pauvreté qui se concentrent davantage sur les pauvres et appréhendent dans quelle mesure ils sont pauvres - l'écart de pauvreté et la sévérité

Figure 2 : Pauvreté internationale 1,25 dollar par jour et les inégalités, comparaison entre pays



Source : WDI mai 2013. pour Madagascar - les estimations de l'auteur sont basés à partir des données des EPM des facteurs de conversion internationaux avec l'utilisation de l'IPC officiel natinal.



Photo : © Feliana Rajanarivelo



de la pauvreté (écart de pauvreté au carré) – semble indiquer une amélioration du bien-être, bien que faible, parmi ceux vivant sous le seuil de pauvreté. Selon les estimations, l'écart de pauvreté – qui mesure l'insuffisance des ressources de l'ensemble des ménages par rapport au seuil de pauvreté (les ménages au-dessus du seuil de pauvreté étant considérés comme ayant un déficit zéro) – a diminué de 36 à 34 pour cent, tandis que la sévérité de la pauvreté (l'écart au carré) est tombé d'environ 22 à 19 pour cent. Cette amélioration relative concerne surtout le milieu rural, contribuant à réduire les différences entre les pauvres ruraux et urbains. Les mesures de l'écart de pauvreté et de l'écart de pauvreté au carré se sont toutes deux améliorées dans les zones rurales au cours de la décennie, alors qu'elles sont restées pratiquement inchangées ou, en fait, ont augmenté dans les zones urbaines. Si l'écart rural-urbain en ce qui concerne le taux de pauvreté a légèrement diminué entre 2001 et 2010, il reste encore considérable. L'écart de pauvreté rurale en 2010 était de 37,5 pour cent contre 20,1 pour cent en milieu urbain. De même, l'écart de pauvreté au carré dans les zones rurales était de 21 en 2010 contre 10,3 dans les zones urbaines.

moins pour la première partie de la décennie, un transfert sectoriel vers l'agriculture a eu un impact positif significatif sur l'inégalité à Madagascar (contribuant à la réduire, en d'autres termes), alors même que la pauvreté est restée très répandue et l'économie n'a pas réussi à se développer.

8.

Parallèlement à cette baisse de la profondeur ou de la sévérité de la pauvreté malgré un taux plus élevé, l'inégalité a connu une baisse globale entre 2001 et 2010 à cause de plusieurs facteurs. La décomposition de l'évolution globale de ses diverses composantes indique que l'inégalité intra-groupe et l'inégalité inter-groupe ont toutes deux joué un rôle important dans la réduction de l'inégalité. De toute évidence, la réallocation des travailleurs entre secteurs ou activités, le rendement de l'éducation et la composition régionale ont eu un impact fort conduisant à la réduction de l'inégalité. Comme nous le verrons, ce constat peut être interprété pour dire que, du



Photo : © Tariq Zehawi

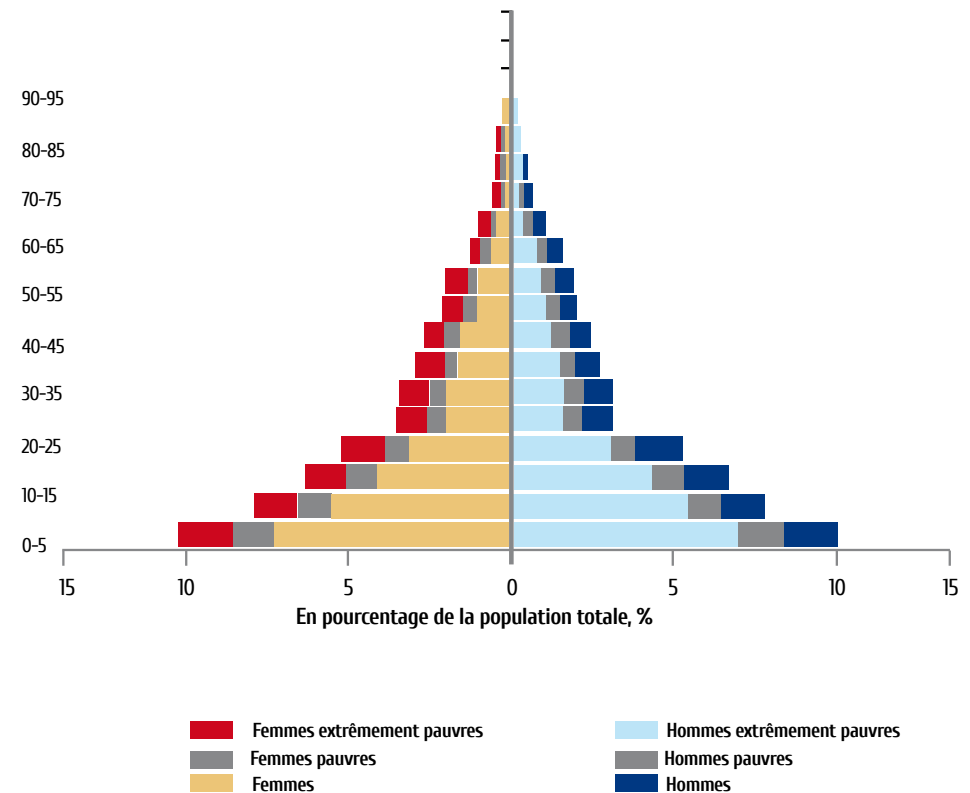




## Qui sont les pauvres?

9. La population et la pauvreté à Madagascar ont majoritairement le visage de la jeunesse. Lorsque la population est classée par âge, les jeunes enfants apparaissent comme le segment le plus pauvre de la population à Madagascar. La pauvreté absolue a augmenté chez la plupart des tranches d'âge alors que la distribution des variations de l'extrême pauvreté entre les tranches d'âge entre 2001 et 2010 est ambiguë. La taille des ménages et le taux de dépendance à Madagascar ont probablement augmenté de manière plus rapide que les gains potentiels obtenus des rendements de l'emploi.
10. La structure démographique de base de la population est restée inchangée au cours des années 2000, la tendance étant aux grandes familles avec des enfants. Les familles nombreuses sont, en moyenne, plus pauvres. En plus de la taille, la structure du ménage joue un rôle important dans la détermination de la pauvreté. L'incidence de l'extrême pauvreté, mais non de la pauvreté absolue, est plus élevée chez les ménages dirigés par des femmes. L'absence de grandes différences apparentes entre les hommes et les femmes en termes de taux de pauvreté absolue n'implique pas, cependant, qu'il n'y a pas de différences liées au sexe. Les résultats sur le marché du travail indiquent que les gains des femmes ne sont pas aussi élevés que ceux des hommes lorsqu'on exclut divers autres facteurs.

Figure 3: Pyramide Age-Genre pour la population entière et pauvreté absolue et extrême, 2010



Source: Estimation des services de la Banque mondiale à partir des données des EPM



## Une pauvreté qui relève plus que de la consommation alimentaire

11. Les modes de consommation alimentaire à Madagascar sont globalement en cohérence avec ceux constatés dans les pays très pauvres, mais, fait inquiétant, selon les indications des EPM, la consommation alimentaire a changé pour porter sur des produits alimentaires de qualité inférieure cours de la décennie. La part des aliments est restée à environ 75 pour cent pour les trois déciles les plus pauvres de la distribution de la consommation mais a augmenté pour l'ensemble de la population totale. La composition du panier alimentaire a changé au cours des années 2000, un changement marqué par le passage de produits alimentaires de qualité supérieure et plus chers tels que les œufs, le lait et la viande vers des aliments moins chers et de qualité nutritionnelle moindre tels que les fruits, les tubercules et les légumes. La tendance est à peu près la même chez les ménages pauvres et les plus pauvres.
12. La possession d'actifs à Madagascar ne s'est améliorée que légèrement en 2010 par rapport à 2001. Les éléments de base du module de biens durables dans les enquêtes de Madagascar sont restés pratiquement inchangés sur la période 2001-10. Un indice composite de possession totale d'actif que nous avons compilé a connu une légère augmentation au cours des années 2000, principalement en raison de l'introduction des téléphones cellulaires. Les indices de possession d'actifs sont beaucoup plus élevés dans les zones urbaines que dans les zones rurales. La croissance en termes de possession d'actifs traditionnels a été plus rapide en zone rurale, alors qu'elle est plus rapide en ce qui concerne les nouvelles technologies en milieu urbain. Il existe une forte corrélation négative entre l'indice d'actifs et le niveau de pauvreté absolue ou extrême.
13. Une des dimensions essentielles d'ordre non monétaire du bien-être est l'accès à l'eau courante à domicile qui a fortement diminué au cours

de la décennie. En ce qui concerne le gaz de cuisine, une dégradation a également été observée au cours des années 2000, ce qui soulève des préoccupations environnementales dans la mesure où les ménages se tournent vers le bois et le charbon de bois pour la cuisson et le chauffage. Une petite amélioration a été notée en ce qui concerne l'indicateur de possession de toilettes à domicile, quoique les niveaux d'accès pour les pauvres ou pour les populations rurales restent très faibles. L'accès à l'électricité est un autre indicateur couramment utilisé pour évaluer les dimensions non monétaires de la pauvreté et il est très faible à Madagascar, en particulier dans les zones rurales où il est inférieur à 6 pour cent, et tout à fait absent de la vie de la plupart des pauvres. Ainsi, comme les gens n'ont ni voiture ni électricité parce qu'ils sont pauvres, toute politique qui, à Madagascar, favoriserait directement les consommateurs de voitures ou de l'électricité est une politique qui favorise les très riches.



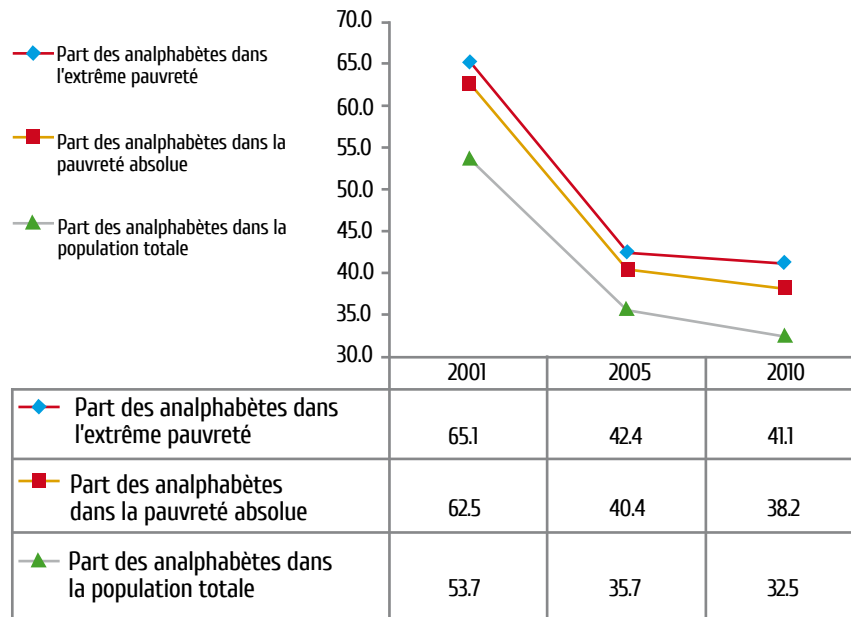


14. Les taux d'analphabétisme ont chuté à Madagascar au cours de la décennie, si l'on se réfère aux mesures des EPM. L'analphabétisme et la pauvreté sont étroitement liés, mais les écarts entre les lettrés et les illettrés ont diminué. Une majorité de la population adulte malgache ne savait ni lire ni écrire au début des années 2000. Une analyse de l'alphabétisation indique une nette amélioration au cours des années 2000 bien que 32 pour cent de la population reste analphabète.

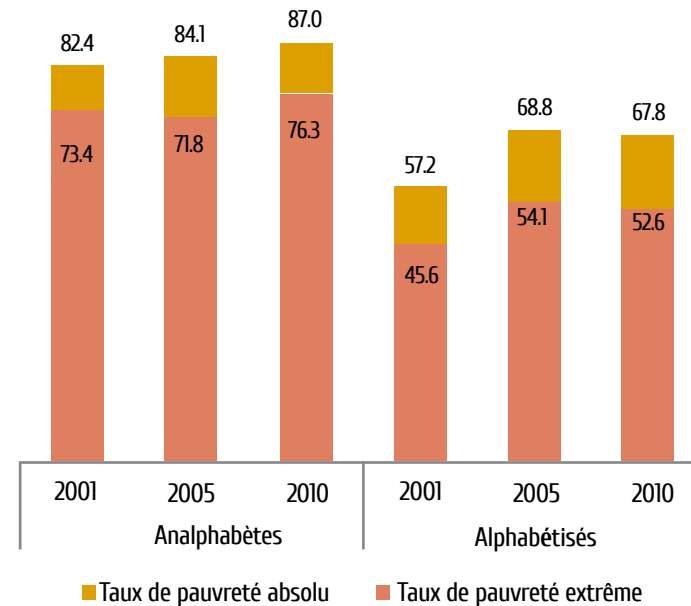
15. Malgré une augmentation du taux d'alphabétisation, la contribution de l'éducation à la réduction de la pauvreté n'a pas été forte. Dans l'ensemble, l'extrême pauvreté a diminué parmi les gens instruits, mais la pauvreté absolue a stagné de 2001 à 2010. La proportion de ménages dont le chef a achevé l'enseignement primaire a également augmenté, quoique légèrement. En cohérence avec l'augmentation des taux d'alphabétisation, le taux net de scolarisation a augmenté en

Figure 4: Répartition de la population analphabète (à gauche) et le taux de la pauvreté des effectifs par l'alphabétisation, 2001, 2005 et 2010

Part des analphabètes par rapport à la population totale, en %



Pauvreté par tête par alphabétisme 2001, 2005 et 2010





termes relatifs et absolus au cours des années 2000. L'amélioration des taux de scolarisation nets dans l'enseignement primaire et secondaire a concerné les plus pauvres, alors que la scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire chez le segment plus aisé de la population est restée inchangée au cours des années 2000. Les taux nets de scolarisation dans les zones rurales sont beaucoup plus faibles que dans les zones urbaines. Comme l'accessibilité des écoles publiques ou privées a atteint des niveaux presque universels selon les répondants des EPM, et en particulier, comme les écoles publiques sont disponibles pour la plupart des pauvres, les problèmes de qualité et les problèmes du côté de la demande sont de plus en plus les déterminants de la dynamique des politiques en matière d'enseignement primaire.

16. Malgré quelques améliorations dans la scolarisation, l'accès à l'enseignement secondaire et tertiaire reste limité pour la grande majorité de la population. Les écarts en termes d'incidence de la pauvreté augmentent avec l'achèvement de cycles de l'enseignement supérieur. Il est navrant de constater que la scolarisation au niveau supérieur est presque inexistante à Madagascar, et disponible uniquement pour la population la plus riche.

17. En ce qui concerne les soins de santé, en dépit d'une légère augmentation du volume de l'offre, il est évident que la qualité des services s'est détériorée de 2005 à 2010, tel que rapporté par les répondants aux EPM. Il n'est pas tout à fait clair que ces tendances existaient avant la crise au début 2009, mais elles se sont clairement aggravées depuis l'arrivée de la crise. Sans tenir compte de la qualité ou de l'utilisation, la disponibilité des soins de santé de base n'est pas universelle, étant la plus faible dans les zones rurales ou pour les plus pauvres. En outre, l'accès a empiré pour les plus pauvres entre 2005 et 2010. Dans l'ensemble, 77 pour cent des ménages ont indiqué qu'ils avaient accès

à un centre de soins de santé de base en 2010, mais cette proportion était de 68 pour cent pour le quintile le plus pauvre (avec étonnamment peu de différence entre les pauvres en milieu rural et urbain), une proportion nettement plus faible qu'en 2005. En d'autres termes, 32 pour cent du quintile le plus pauvre des Malgaches n'ont pas accès à un centre de soins de santé de base.

18. Environ un tiers seulement des personnes ayant déclaré avoir eu une maladie ont effectivement cherché des soins formels, et ce chiffre est encore plus faible chez les pauvres : environ un cinquième des ménages du premier quintile recherchent des soins formels quand ils s'estiment malades. Le taux de consultation formelle dépend de manière significative du niveau d'instruction de la personne malade elle-même et de celui du chef de ménage - un autre mécanisme qui peut être encore au désavantage des pauvres. Il existe également des variations, mais moindres, selon le lieu de résidence, l'âge et le sexe, avec cependant, un taux de consultation exceptionnellement bas pour les bébés filles par rapport aux garçons.

19. Les centres de santé de base (CSB), dont les trois quarts sont publics, restent de loin les centres de soins les plus utilisés en cas de maladie. Le taux d'utilisation des CSB a toutefois diminué ostensiblement à partir de 2005, y compris pour les pauvres, tandis que le recours aux hôpitaux et aux centres de soins de santé privés a augmenté. Les centres de santé privés sont souvent considérés comme offrant des services de meilleure qualité, mais ces services restent largement inaccessibles aux pauvres. Néanmoins, leur utilisation a augmenté, même chez les plus pauvres, par rapport à 2005. En plus du coût du traitement, la distance a un effet significatif sur l'utilisation des services, ce qui explique probablement une utilisation plus faible en milieu rural en général, même après qu'on ait pris en compte les revenus et les coûts.



Photo : © Felana Rajaonarivelo



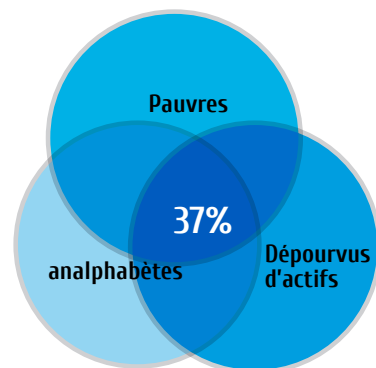
20. Environ un tiers de la population de Madagascar est démunie à plusieurs égards - ce sont les « démunis de tout », que ce soit en termes de consommation, d'alphabétisation et d'instruction, d'actifs domestiques de base ou d'électricité.

21. Les mesures non économiques du bien-être, en particulier les indicateurs de développement humains, placent Madagascar au milieu du rang des pays d'Afrique. Lorsqu'on place les indicateurs de développement humain de Madagascar à côté de ceux d'autres pays du monde, Madagascar se situe carrément au niveau des autres pays africains, mais non plus en marge. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à Madagascar est parmi les plus faibles d'Afrique et la situation s'est améliorée au cours des années 2000. Le taux de fécondité des adolescentes est d'environ 150, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Le taux d'alphabétisation des jeunes est proche de la moyenne de l'Afrique, et s'est améliorée au cours des années 2000. La prévalence du VIH/sida (en proportion de la population âgée de 15 à 49 ans) est l'un des plus bas d'Afrique.



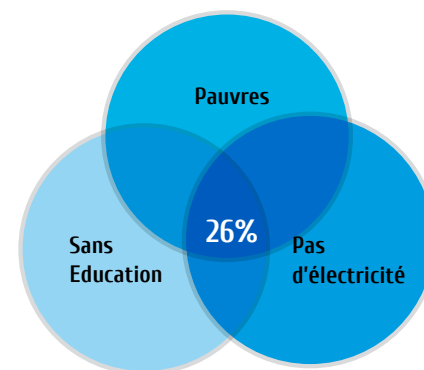
Figure 5: Diagramme de Venn de non-revenu et le revenu de la pauvreté

A. Biens, alphabétisation et revenu de la pauvreté



A : Indice de possession de biens inférieur à 7  
B : Analphabète  
C : Ménages pauvres

B. Electricité, logement et revenu de la pauvreté



A : Sans instruction  
B : Pas d'accès à l'électricité  
C : Ménages pauvres



Photo : © Niaka Rajaonisaona

22. Il reste beaucoup de progrès à faire dans tous ces domaines importants, et la détérioration qui a eu lieu au cours des dernières années est une grande source de préoccupation, mais la position relative de Madagascar indique à nouveau que c'est sur le plan de l'économie que se trouvent les défis les plus grands. Néanmoins, que ce soit en rapport aux mesures de l'inégalité, aux diverses mesures de développement humain non-économiques, tels que les taux de mortalité infanto-

juvénile, les taux de fécondité des adolescentes, l'alphabétisation ou encore de la prévalence du VIH, ainsi que la scolarisation au primaire, Madagascar n'est pas dans la situation extrême où il s'est placé en termes de croissance économique et d'incidence de la pauvreté. Le pays a donc des réalisations positives à son actif. Leur durabilité cependant est remise en question si la situation économique de base des citoyens du pays ne s'améliore pas, que le pays soit en crise ou non.



### Expliquer les tendances de la pauvreté au cours de la décennie: le contexte politique et économique

23. Deux fois au cours de la décennie, un processus de croissance naissante qui avait émergé au milieu des années 1990 s'est trouvé interrompu par des crises politiques. La tendance sous-jacente de ce processus de croissance « hors crise » était proche de 5 pour cent pour le PIB réel global, ou de moins de 2 pour cent par habitant. A ce rythme sur dix ans, le PIB aurait augmenté de 65 pour cent. Dans les faits, la croissance cumulée sur la période 2000-10 est bien moindre, atteignant seulement 30 pour cent, soit moins de la moitié de ce qu'elle aurait pu être. En conséquence, compte tenu de la forte croissance démographique, le PIB et le revenu par habitant ont en fait diminué. Avec une croissance de la population à près de 3 pour cent, le PIB par habitant a diminué de 4 pour cent cumulativement pour la décennie dans son ensemble et il continue de baisser depuis 2010.



Photo : © Felana Rajaonarivelo

#### « CHOCS »

- Crises Politiques
- Politique macroéconomique
- Aide
- Allègement de la dette
- Environnement externe
- Environnement externe
- Forts Cyclones
- Investissement Direct

Figure 6: Madagascar—PIB, PIB par habitant, et consommation par habitant, 2000-2012 et « chocs » économiques







Photo : © Felana Rajaonarivelo



24. La majeure partie de la diminution du PIB par habitant s'est produite durant les sous-périodes des deux crises alors que dans la période de six ans entre 2003 et 2008, le PIB par habitant a augmenté de 14 pour cent au total. Sans croissance économique, les gens ne peuvent ni trouver des emplois, ni améliorer leurs moyens de subsistance, ni développer leur entreprise, et l'État ne peut générer des ressources pour payer les biens et les services publics et les capitaux dont le pays a clairement besoin pour croître plus rapidement et partager les bénéfices de la croissance.
25. Pour comprendre les facteurs déterminants de la pauvreté au fil du temps, et en s'appuyant sur les trois EPM, l'analyse de ce rapport aborde une question de chronologie qu'il convient de souligner: entre la première enquête, en 2001, et la deuxième, en 2005, une crise politique a frappé Madagascar de plein fouet en 2002. Cette crise a été de courte durée – une année, mais a coûté cher au pays. Elle a été, cependant, suivie d'une reprise de trois ans mais qui n'est pas restée dépourvue de chocs, y compris un bref dérapage de la politique macroéconomique qui a abouti à une dépréciation de 70 pour cent du taux de change et une poussée d'inflation. Le délai entre la première et la deuxième enquête comporte ainsi une crise dès le début, suivie de quelques années de redressement.
26. Presque inversement, entre la deuxième enquête, en 2005, et la troisième en 2010, quatre années de croissance ont été interrompues, à la fin de cette période de cinq ans, par une nouvelle crise politique, qui a eu lieu au début de 2009, alors que l'économie mondiale elle-même subissait une crise financière et économique majeure. Cette chronologie comprend donc environ quatre années de croissance se terminant par une crise politique locale grave. Puisque nous n'avons pas d'enquêtes « avant-après » pour chacune des deux crises politiques, une analyse de leur impact, ou une attribution assez raisonnable en termes de résultats de la pauvreté suite à ces crises, se heurte à des difficultés: nous en sommes réduits à additionner différentes séquences de bonnes et de mauvaises années sur des sous-périodes.
27. Les pauvres tirent l'essentiel de leur revenu soit de l'auto-emploi, soit d'un emploi salarié, et ce sont principalement leurs revenus et leur statut en termes d'emploi qui déterminent leur bien-être et leur situation économique. L'évolution des marchés du travail est donc au cœur de l'évolution de la pauvreté. L'emploi et la participation au marché du travail ont augmenté à Madagascar pour les jeunes et les adultes, tandis que le travail des enfants a diminué. Il y a peu de différences entre les sexes en matière de participation au marché du travail. Les gains en revanche ne se sont pas améliorés. Dans les années 2000, la pauvreté à Madagascar est moins le résultat du chômage ou de l'inactivité que le résultat de la faiblesse des revenus et de possibilités limitées.
28. Entre 2001 et 2010, certains changements structurels ont caractérisé le marché du travail à Madagascar. Après la crise de 2001, la productivité moyenne de la main-d'œuvre dans son ensemble a chuté (-4,7 pour cent), en raison principalement d'une modification de la composition sectorielle du marché du travail au bénéfice de l'agriculture où la productivité est beaucoup plus faible que dans la plupart des autres secteurs (et n'a pas augmenté). Ce processus ne s'est inversé que très lentement et n'est pas achevé au moment de la deuxième crise, en 2009, crise qui a probablement conduit à sa reprise. La faible productivité de l'agriculture est exacerbée par la présence d'une grande proportion de travailleurs engagés dans des activités d'aide familiale non rémunérées (même si cette proportion a légèrement baissé avec le temps). Les employés en tant qu'aides familiales ont également augmenté de façon marquée dans les secteurs secondaire et tertiaire.



Photo : © Hobby Ratsimbazaty

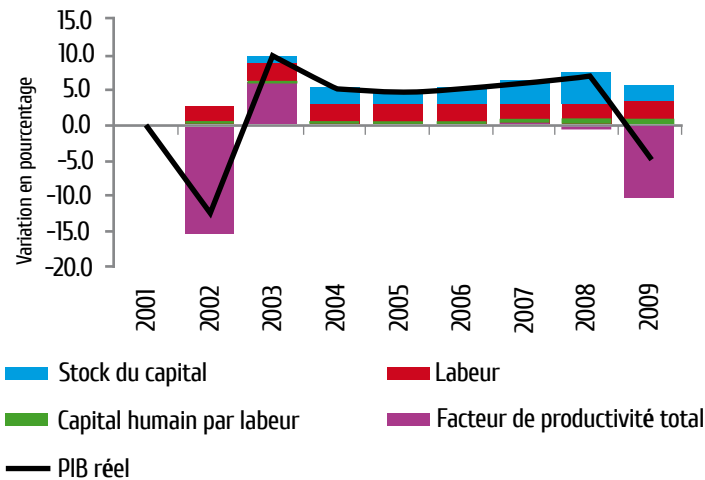


29. En conséquence de l'augmentation du nombre et de la proportion de travailleurs employés dans le secteur primaire, l'agriculture est devenue la principale source de revenus du travail. La composition de la part du travail dans le revenu selon le type de travail a considérablement changé. Les revenus provenant de l'auto-emploi ont perdu en importance, passant de 42 pour cent du revenu total en 2001 à 26 pour cent en 2010. Le transfert vers le secteur agricole a également été accompagné d'une « ruralisation » correspondante de la population malgache. Dans les zones urbaines, le rôle des différents secteurs en termes de contribution aux revenus du travail a beaucoup changé, le commerce devenant la source principale.

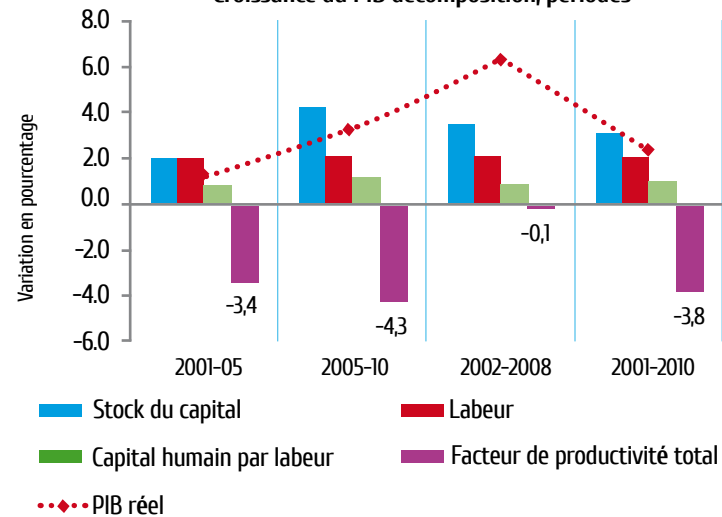
30. L'agriculture a été le secteur le moins touché par les chocs politiques temporaires. Ceci est dû en partie au fait qu'une grande partie de l'agriculture reste déconnectée des développements urbains, en particulier à Antananarivo, le lieu des troubles politiques à Madagascar. Le transfert vers l'agriculture où les niveaux de productivité sont plus faibles par rapport aux autres secteurs, a alors eu un effet déprimant sur l'économie dans son ensemble. En outre, les tendances de la productivité dans l'agriculture sont restées stables au cours de la décennie. Le transfert vers l'agriculture a donc été un transfert sectoriel qui ne s'est pas accompagné d'un gain en productivité et qui n'a pas contribué à la croissance.

Figure 7: Comptabilité de la croissance du PIB

Croissance du PIB décomposition, années



Croissance du PIB décomposition, périodes



Source: Estimation des services de la Banque mondiale à partir des données des EPM et les indicateurs WDI.



31. Une analyse des déterminants des gains met en évidence le rôle positif de l'expérience et de la formation et le rôle négatif du sexe. Les gains moyens augmentent avec l'expérience, même si cet effet diminue avec l'expérience de plus haut niveau, comme cela arrive souvent. Le rendement de l'expérience a augmenté entre 2001 et 2010 pour les emplois salariés, mais ils ont diminué dans les zones rurales. Le désavantage des femmes en termes de gains par rapport aux hommes est important mais a nettement diminué. En 2010, les gains des femmes étaient en moyenne de 34 pour cent inférieurs à ceux des hommes à caractéristiques égales.

32. Les rendements de l'éducation en 2010 restent positifs, même s'ils semblent avoir diminué par rapport à 2001, probablement en raison de facteurs qui influent sur la demande de compétences (par les entreprises) plutôt que, par exemple, une croissance rapide du côté de l'offre. Néanmoins, en 2010 une année supplémentaire de scolarité représentait une augmentation des gains de 5 pour cent. Cela signifie que les cinq années de l'enseignement primaire augmentent les gains de 28 pour cent. Les rendements de l'éducation en 2010 étaient plus élevés pour les travailleurs salariés (6 pour cent) et globalement similaires entre les zones rurales et urbaines. En outre, ils étaient plus élevés pour les femmes que pour les hommes (respectivement, un peu plus de 6 pour cent et environ 4 pour cent). Par ailleurs, ils étaient inférieurs à ce qu'ils étaient en 2001.

### Coûts des crises politiques en termes de pauvreté

33. Deux crises politiques dans les années 2000 ont coûté cher Madagascar en termes de réduction de la pauvreté. Le dernier chapitre porte sur la crise actuelle, mais donne aussi une vue rétrospective des impacts sur la pauvreté du fait que la croissance économique n'a pu être soutenue à cause des deux crises en une décennie. Partant de nos constats



Photo : © Njaka Rajonisona

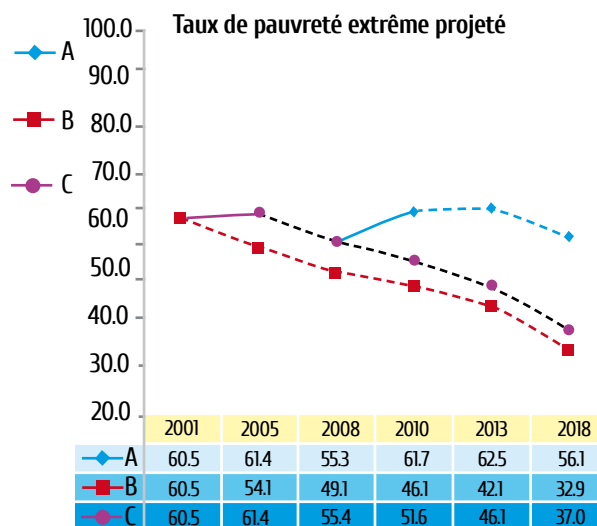
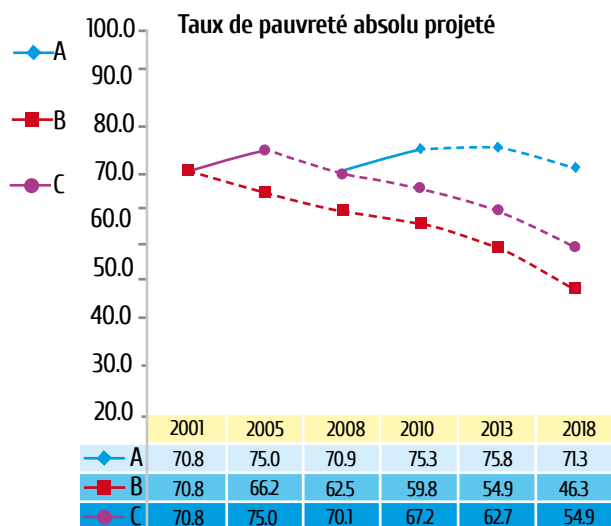


précédents sur le lien entre la croissance et la pauvreté, une croissance du PIB par habitant à environ 2,8 pour cent par an- une performance nettement à la portée de Madagascar- se serait traduite par une réduction du taux de pauvreté de 71 pour cent en 2001 à 55 pour cent en 2013. Au lieu de cela, comme noté ci-dessus, nous estimons l'incidence de la pauvreté en référence au seuil de pauvreté national, à environ 76 pour cent en 2013. Ainsi, la proportion de population pauvre est de 21 points de pourcentage supérieure à ce qu'elle aurait été dans

une hypothèse de croissance soutenue, représentant 4,5 millions de personnes.

34. Quant aux effets de la deuxième crise, à partir de 2009, sans elle, la pauvreté aurait probablement diminué à 63 pour cent par rapport à notre estimation de 76 pour cent en 2013. En seulement cinq ans, le recul dans la lutte contre la pauvreté s'est fait aux dépens de 13 pour cent de la population.

Figure 8 : La perte hypothétique en vue de sortir de la pauvreté et projections jusqu'à 2018



Source: Calcul de l'auteur. L'estimation est basée sur la méthodologie de simulation micro.

Note: Les lignes solides démontrent le taux de pauvreté réel à Madagascar. Les lignes pointillées sont les taux de pauvreté estimés sur la base de micro-méthode de simulation pour trois scénarios principaux discutés dans le texte principal. Pour les années au-delà de 2013, les résultats de micro-simulations sont basés sur le PIB par habitant sur les projections de la base de données World Economic Outlook (WEO), de du Fonds Monétaire International (FMI), Washington.



## Disclaimer

Les documents de travail de la Banque mondiale sont publiés pour faire connaître les résultats des travaux de la Banque mondiale à la communauté de développement dans les meilleurs délais possibles. Ce document n'a donc pas été imprimé selon les méthodes employées pour les textes officiels. Certaines sources citées dans le texte peuvent être des documents officiels qui ne sont pas à la disposition du public.

Les constatations, interprétations et conclusions qu'on trouvera dans le présent rapport n'engagent que les auteurs et ne doivent être attribuées en aucune manière à la Banque mondiale, à ses institutions alliées ou aux membres de son Conseil d'Administration, ni aux pays qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées et décline toute responsabilité quant aux conséquences de leur utilisation. Le contenu de cette publication fait l'objet d'un copyright.

La copie et/ou la transmission de passages ou de l'ensemble de la publication sans autorisation peut être une violation de la loi en vigueur. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses travaux et accorde normalement cette autorisation sans tarder et, si la reproduction répond à des fins non commerciales, à titre gratuit.

Pour toutes requêtes, veuillez-vous adresser au bureau de la Banque mondiale à Madagascar.

### Production

Unité Communication, AFRSC, Banque mondiale (Madagascar)

### Coordination

Erick Rabemananoro

### Supervision

Keiko Kubota et Victor Sulla (PREM, Banque Mondiale)

### Textes

Voir Page 2

### Photos

Felana Rajaonarivelo, Njaka Rajaonisaona, Erick Rabemananoro, Hoby Ratsimbazafy, Tariq Zehawi

### Design graphique

Andriantoavina Rakotomanana



Photo : © Erick Rabemananoro



**BANQUE MONDIALE - BUREAU DE MADAGASCAR**

Rue Andriamifidy L. Razafimanantsoa  
Anosy BP 4140 - Antananarivo (101) - Madagascar  
**Sites internet :** [www.worldbank.org/madagascar](http://www.worldbank.org/madagascar)  
et <http://www.banquemondiale.org/madagascar>  
**E-mail :** [wbmadagascar@worldbank.org](mailto:wbmadagascar@worldbank.org)

Cette brochure présente le résumé exécutif du rapport Poverty, Gender and Inequality Assessment (PGIA) 2014. Le rapport intégral peut être téléchargé en versions française et anglaise sur le site de la Banque mondiale  
**<http://documents.worldbank.org>**